

PARÂIT TOUS LES 15 JOURS  
A DISCUTER, A REPRODUIRE,  
Abonnement (2 carnets de timbres

pour un an)

**Cinquième zone**  
**11, rue S. ALLENDE**  
**92220 BAGNEUX**

Déclaration 01/00117P

Site : [www.cinquieme-zone.org](http://www.cinquieme-zone.org)  
Mail :  
[cz.courrier@cinquieme-zone.org](mailto:cz.courrier@cinquieme-zone.org)

**12 septembre 2005**  
**N°196**

**CINQUIÈME ZONE**

## **ABONNEMENTS**

1) Je désire recevoir 1, 2 ou 3 exemplaires de *Cinquième zone* à chaque parution (ci-joint 2 carnets de timbres).

2) Je souhaite entrer en contact avec *Cinquième zone*.

**Nom :**

**Prénom :**

**Téléphone :**

**Adresse :**

## **LE SYMBOLE D'UNE SOCIÉTÉ**

La vie de Barbe M. est emblématique de la façon dont va le monde. Avec son mari, elle tenait un café à Kinshasa, la capitale de la République du Congo. C'est la guerre civile et étrangère : trois millions de morts depuis 1998. En 2001, le dictateur Kabila est abattu par un soldat. La répression se déchaîne, tous ceux soupçonnés d'avoir fréquenté les putschistes (dont Barbe et son mari, « coupables » d'avoir servi des consommations aux militaires qui fréquentaient leur café) sont pourchassés, emprisonnés, torturés, les femmes victimes de viols collectifs. Le mari de Barbe est emprisonné, torturé, il disparaît. Elle même subit de multiples violences, parfois sous les yeux de ses enfants.

Avec la complicité d'amis, elle réussit à se réfugier à Paris avec quatre de ses enfants. Elle les croit sauvés.

Mais c'est compter sans les calculs de politiciens français qui, pour récupérer l'électorat de Le Pen, s'en prennent aux immigrés, multiplient les lois et les mesures destinées à fabriquer des sans papiers, donnent des consignes pour refuser l'asile au maximum de réfugiés (aujourd'hui plus de 80% des demandes sont rejetées). Malgré tout ce que la famille a vécu, sa demande d'asile est rejetée.

En août, Barbe est arrêtée à Sens (89). Ses deux petites filles (Naomie 10 ans et Grace 12 ans) sont interpellées au centre aéré où elles étaient en vacances. Elles sont toutes trois assignées à résidence à 40 km de Sens car les deux aînés, Jonathan 14 et Rachel 15 ans, se sont enfuis pour n'être pas renvoyés dans le pays où leurs parents ont été martyrisés. Voilà un mois qu'ils se cachent. La police les recherche activement pour expulser la famille « réunie » vers l'enfer : plus d'une dizaine de perquisitions chez des habitants mais aussi chez une journaliste de Radio France et dans l'église Evangélique de Joigny.

Pourtant, les choses ne sont pas passées dans l'indifférence comme les autorités l'espéraient. Le pasteur de l'église que fréquente Barbe, les enseignants des écoles des enfants, des parents d'élèves, des militants syndica-

listes et associatifs, des personnalités locales, révoltés, se sont mobilisés. Un collectif s'est constitué, une pétition a recueilli plusieurs milliers de signatures. Plus d'une centaine de personnes se sont rassemblées devant la sous-préfecture. Pour l'éloigner de ses soutiens, le préfet a assigné la famille à résidence à 40 km de Sens. Des gens se relaient, chaque jour pour aller chercher et reconduire les enfants.

Cette affaire, comme tant d'autres à Perpignan, Orléans, Montargis, Nantes, etc... témoigne d'abord de ce que la vérole raciste n'a pas contaminé toute la population de ce pays. Malgré la propagande démagogique de Sarkozy et compagnie, quand les gens découvrent que le sans papiers est leur voisin, leur élève, leur copain de classe et qu'il est promis à un sort abominable, c'est la stupeur et la révolte. Les lois actuelles contre l'immigration ne peuvent être appliquées que dans le secret des préfectures, des commissariats et des centres de rétention. Quand la loi scandalise la population, elle doit être changée.

Les mobilisations qui se produisent à Sens et dans des dizaines d'autres villes et d'établissements sont salutaires. Elles permettent parfois de résoudre un certain nombre de situations intolérables et d'empêcher des expulsions. Mais ce n'est pas assez. Il faudrait que dans tous les établissements où ils sont scolarisés, les jeunes sans papiers se fassent connaître, appellent à l'aide leurs copains, leurs enseignants, les parents d'élèves et tout ce que le pays compte de gens attachés à la lutte contre le racisme et à la défense des libertés.

C'est une question qui concerne tout le monde, même s'il y a des risques à prendre. Ceux qui protègent Rachel et Jonathan (les enfants en fuite) sont passibles de trois ans de prison. Des dizaines de perquisitions ont eu lieu. Insensiblement, degré par degré, on va vers un Etat policier.

Il faut savoir dans quel monde on veut vivre à Sens et à Paris, mais aussi à Kinshasa et ailleurs, et le dire, et fort. C'est une question cruciale, encore plus pour les jeunes.

## NOURRISSON D'UN MOIS EN RETENTION

Le 8 septembre, une Somalienne et son nourrisson de 1 mois ont été amenés au centre de rétention de Rouen. Ils s'étaient fait arrêter au guichet de la préfecture où cette femme allait faire renouveler son récépissé de demande d'asile.

Le responsable du centre a indiqué aux autres personnes en rétention, scandalisées par la présence d'un si jeune enfant dans le centre, qu'« aucune chambre d'hôtel n'avait été trouvée ».

Dans le centre, la chambre n'a pas été nettoyée. La femme n'a avec elle qu'un couffin, quelques couches, un biberon, du lait en poudre et une bouteille d'eau. Elle n'a aucun endroit pour laver son fils. Elle tente de le réconforter alors qu'il hurle sous les néons.

Son départ est prévu pour 5h30 ce matin.

Quand la Police Aux Frontières arrive pour emmener la femme et son enfant à Roissy, la voiture est trop petite pour emporter la poussette, le siège bébé et les affaires personnelles : la mère est menottée dans le dos, son enfant de 1 mois est transporté à côté d'elle dans les bras d'une policière.

A l'arrivée à Roissy, la police n'a pas les documents nécessaires pour le vol : la femme et son fils sont ramenés à Rouen dans les mêmes conditions ; ils passent au centre de rétention pour récupérer les effets qui y avaient été laissés et sont finalement ramenés dans l'hôtel où ils étaient hébergés avant l'interpellation.

Ne nous habituons pas à l'insupportable.

## KATRINA, ANGE DE LA MORT DU CAPITAL.

Le Capitalisme est le meilleur système qui existe. La libre concurrence, le marché et l'individualisme doivent permettre à chacun de s'épanouir et à la société d'atteindre le meilleur niveau de développement possible, disent certains.

Le temple du Capital, ce sont les Etats-Unis d'Amérique. Les services publics y sont privatisés ou réduits au minimum et le secteur privé contrôle toute la production. C'est pourquoi, quand les services techniques de la Nouvelle-Orléans ont demandé 27 millions de dollars pour renforcer les digues, on les leur a refusés (en leur demandant sans doute de s'adresser à un sponsor). A quoi bon dépenser 27 millions de dollars pour se protéger d'un hypothétique ouragan de force 5, quand chaque dollar peut être investi pour en rapporter trois fois plus dans des fonds d'investissements ?

Mais voilà, le dérèglement capitaliste qui exploite et ruine la planète depuis 200 ans est parvenu à la maturité. Désormais, le cycle infernal est engagé, le réchauffement provoque l'évaporation du gaz carbonique du sol, la diminution des surfaces gelées qui réfléchissent la chaleur ce qui crée un cercle vicieux.

La multiplication du nombre et de la force des cyclones en est une des multiples conséquences, dont celui qui s'est abattu sur la nouvelle Orléans. Un phénomène naturel qui n'a plus rien de naturel.

La catastrophe coûte déjà des milliers de morts et 100 milliards de dollars. Mais rien ne changera, le même scénario se répète et se répètera à chaque fois. Le capitalisme ne connaît que l'intérêt privé et le profit immédiat. Aux Etats-Unis c'est même un droit sacré.

Quand l'ouragan a été annoncé, chacun a fui comme il l'a pu. Seuls les plus pauvres et les plus vieux sont restés. La condition des miséreux de l'opulente Amérique s'est révélée en pleine lumière.

En 1905 il y avait 15 millions de misérables aux Etats-Unis. Exactement 100 ans après il y en a 37 millions. En même proportion du nombre d'habitants total. Entre temps, la productivité a été multipliée par plus de 100.

Avec Katrina, le capitalisme nous remontre encore son vrai visage. Son énergie colossale ne se mobilise que dans une seule direction, celle de l'intérêt des industriels et des financiers. Ils ne peuvent pas se sentir concernés ni réagir quand il ne s'agit que de sauver les pauvres ... puisque ce sont eux qui les ont plongés dans la misère.

Voilà la réalité du beau système que beaucoup en-censent.



Le Canard Enchaîné, 7 septembre 2005

**POUR RECEVOIR  
CINQUIEME ZONE  
ENVOYEZ VOTRE MAIL  
[cz.courrier@cinquieme-zone.org](mailto:cz.courrier@cinquieme-zone.org)**